

Jean-Claude Juncker est « triste »

UNION EUROPÉENNE La victoire du non au référendum néerlandais, un revers pour l'UE

- Le président de la Commission européenne est affecté par la victoire du non au référendum de mercredi.
- Le nouveau coup de gueule de nos voisins du nord va donner des ailes aux eurosceptiques de tout poil, y compris au Royaume-Uni.

Jean-Claude Juncker est « triste » : c'est le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas, qui l'a dit jeudi midi, en réponse à une question sur les états d'âme de son patron au lendemain de la victoire du non au référendum néerlandais. La consultation populaire portait officiellement sur l'accord d'association UE-Ukraine, mais en réalité c'était un vote pour ou contre l'Europe. Le taux de participation a été de plus de 30 % – niveau minimum pour la validation du référendum – et le non l'a emporté avec quelque 61 % des voix.

Les eurosceptiques de tout poil, l'extrême droite et la gauche radicale ont du reste crié victoire : « *Il s'agit d'une nou-*

velle motion de défiance du peuple contre les élites de Bruxelles et de La Haye », s'est exclamé Geert Wilders.

Techniquement, le résultat de la consultation oblige les parlementaires néerlandais à voter à nouveau, s'ils veulent redire leur appui au texte qu'ils avaient déjà approuvé. Mais il semble politiquement exclu qu'ils aillent à l'encontre de la volonté populaire exprimée par le référendum. Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, a d'ailleurs déjà déclaré que l'accord UE-Ukraine ne pourra pas être ratifié par les Pays-Bas

« *tel qu'il est actuellement* ». Micmac juridique assuré, d'autant que l'accord d'association avec Kiev est déjà entré en vigueur provisoirement, et ce avec l'accord unanime des Vingt-Huit... Margaritis Schinas a donné le ton, hier : « *Le gouvernement néerlandais doit maintenant analyser les résultats et décider de la marche à suivre* ».

Une nuit au téléphone

Le président de la Commission européenne « *a passé toute la nuit au téléphone pour analyser la situation* », a ajouté son porte-parole. Tant d'émoi pour un accord d'association avec l'Ukraine ? On a peine à le croire. Jean-Claude Juncker avait lui-même prévenu

dans une interview accordée au *NRC Handelsblad* en janvier : une victoire du non pourrait « *ouvrir la voie à une crise européenne* », avait-il affirmé.

Car l'impact politique est dévastateur.

Voilà à nouveau les Pays-Bas, pays fondateur, qui ruent dans les brancards, après leur rejet en 2005 du projet de traité constitutionnel.

Les conséquences pourraient être particulièrement marquées au Royaume-Uni, qui doit voter le 23 juin sur son maintien ou non au sein de l'UE. Pour le Britannique Matthew Elliott, directeur du mouvement « Vote Leave » en faveur du Brexit, « *les citoyens à travers l'Europe en ont marre de donner plus d'argent et plus de pouvoir à des bureaucrates sans visages* ». David Cameron, le Premier ministre britannique soudain devenu pro-européen, se prend à douter : « *J'espère que cela n'affectera pas le résultat de notre référendum, parce que c'est une question très différente... Je ne pense pas que cela aura un impact...* »

Le dernier sondage, publié par l'*Observer* dimanche dernier, donnait le oui au Brexit vainqueur avec 43 % des suffrages, contre 39 % aux partisans du maintien dans l'Union. ■

MAROUN LABAKI